**Bernard GAINOT, 1799, un nouveau Jacobinisme ?,
Paris, Éd. du CTHS, 2001, 543 p.**

Annie Duprat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1258>

DOI : 10.4000/ahrf.1258

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2002

Pagination : 208-211

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Annie Duprat, « Bernard GAINOT, 1799, un nouveau Jacobinisme ?, Paris, Éd. du CTHS, 2001, 543 p. », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 329 | juillet-septembre 2002, mis en ligne le 27 mars 2008, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1258> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1258>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Bernard GAINOT, 1799, un nouveau Jacobinisme ?, Paris, Éd. du CTHS, 2001, 543 p.

Annie Duprat

- 1 Les recherches portant sur les conditions de la mise en application du droit de vote se sont enrichies récemment de l'apport de plusieurs travaux de fond. Après la publication d'un guide pour la recherche (*Voter, élire pendant la Révolution française, 1789-1799*, ouvrage collectif publié en 1999 par les mêmes éditions du CTHS, par S. Aberdam, S. Bianchi, R. Demeude, É. Ducoudray, B. Gainot, M. Genty et C. Wolikow) et la soutenance de la thèse de Serge Aberdam (*L'élargissement du droit de vote entre 1792 et 1795 au travers du dénombrement du Comité de Division et des votes populaires sur les Constitutions de 1793 et de 1795*, s. dir. Michel Vovelle, Université Paris I, 2001), Bernard Gainot apporte une contribution nouvelle à cet important chantier d'études ; l'ouvrage est une version profondément remaniée et considérablement augmentée de sa thèse de doctorat, soutenue en 1992, à l'Université Paris I, sous la direction de Michel Vovelle. Ces précisions bibliographiques sont nécessaires afin de rappeler l'existence de tous ces travaux, conduits dans le cadre de l'Institut d'Histoire de la Révolution française et de ses différents ateliers. En effet, il est surprenant, pour ne pas dire plus, de ne trouver aucune mention du guide *Voter, élire* et de ses apports scientifiques fondamentaux dans deux des articles publiés dans le récent numéro de la revue *Le débat*, (n° 116, septembre-octobre 2001) consacré aux *Sources de la politique française* : « L'héritage jacobin et le problème de la représentation », par Marcel Gauchet, (pp. 32-45) et « La difficile invention du vote. L'exigence du suffrage et ses apories », par Patrice Gueniffey, pp. 17-31.
- 2 L'étude de la représentation nationale doit prendre en compte de nombreux facteurs, qui conditionnent la validité des conclusions sur les résultats du vote et la mise en place, progressive et délicate, de la démocratie. L'exercice des conditions légales du droit de suffrage est en effet inséparable de l'étude des pratiques électorales, dont les réalités sont diverses. La prise en compte, ensuite, des résultats des différentes

consultations électorales pèse sur la vie du pays, tant au niveau national, qu'à toutes les échelles locales et apparaît comme une conséquence, directe ou plus éloignée, de ces multiples votes, qu'il faut scruter à la loupe. Le livre de Bernard Gainot apporte un éclairage renouvelé et passionnant parce qu'il se place dans la perspective déjà ébauchée naguère par Isser Woloch, qui lie l'examen des pratiques électorales avec un ensemble de techniques de la « persuasion démocratique ». Est-il besoin de rappeler que les études de cas, démarche pointilliste et austère, s'avèrent indispensables pour rendre compte à la fois de la complexité et de l'épaisseur de l'événement, qui doit être pris en compte dans sa dimension régionale et locale pour être appréhendé et compris au mieux ? L'inflexion récente de l'historiographie, qui s'attache davantage à l'histoire des idées et des discours d'assemblée qu'à ce type de recherches, fondées principalement sur des dépouillements d'archives, ne doit pas masquer l'épaisseur des perceptions contemporaines, qui s'inscrivent dans des systèmes de représentation concurrentiels et souvent conflictuels. Le livre de Bernard Gainot, précédé d'une préface courte et précise de Jean-Clément Martin, s'attache d'abord à révéler les sources, pour les confronter ensuite aux mémoires contemporains sur l'événement, et, enfin, à inscrire une réflexion politique sur le concept de « néojacobinisme », terme inventé (au sens archéologique du mot) par Georges Lefebvre dans son *Histoire du Directoire* publiée en 1943. Le titre de l'ouvrage annonce d'emblée que nous sommes en présence d'un « moment » de l'histoire, au sens formulé et théorisé par Reinhart Koselleck dans *Le futur antérieur. Contribution à la sémantique des temps historiques* (Paris, EHESS, 1990). Ce « moment » de 1799, pour Bernard Gainot, est le « moment néojacobin », c'est-à-dire une séquence chronologique courte, entre mars et septembre 1799, au cours de laquelle est posée avec acuité la définition de la démocratie représentative, en terme de souveraineté électorale, exercée grâce aux élections, certes, mais aussi grâce aux multiples relais d'opinion que constituent quelques groupes de gens de presse très actifs. L'historien a la chance de connaître la fin du film, pourrait-on dire, et de savoir que le coup d'Etat de Brumaire mettra un terme aux aspirations de nombreux contemporains en faveur d'une démocratie apaisée mais efficace. Brumaire, mise à mort des idéaux de la Révolution, a longtemps pesé comme une malédiction qui a obéré l'étude de la période directoriale, trop souvent perçue comme une séquence contradictoire et souvent résumée par l'insistance sur une soit-disant « politique de bascule » ; tout se passe comme si, écartelés entre les tenants des idéaux jacobins et les tentatives de restauration de l'ordre monarchique ancien, les directoriaux n'avaient gouverné qu'au coup par coup, soucieux simplement de conserver un statu quo difficile.

- 3 L'ouvrage commence par une longue introduction qui replace l'objet dans ses différentes dimensions historiographiques et aux différentes échelles de l'analyse. Le premier chapitre présente le contexte de déstabilisation intérieure constitué, d'une part, à l'intérieur du Corps législatif, par le petit noyau de députés qui n'avaient pas été épurés au printemps 1798 et pour qui la garantie de la conservation des libertés publiques passe par l'autorité de l'Assemblée, la « centralité législative », et, d'autre part, dans l'ensemble du pays, par un grand nombre d'organes de presse, sporadiques ou de plus longue durée, qui, à l'instar du *Journal des hommes libres* de tous les pays, et de son imposante galaxie de talents, Antonelle, Vatar ou encore Félix Le Peletier, s'efforcent de remédier à la disparition des sociétés populaires, fermées après Fructidor. La préparation des élections est minutieuse, et le Directoire envoie de nombreux correspondants à travers le pays, dont les titres et les objets des missions

sont codés, afin de leur laisser toute possibilité d'évaluer l'esprit public, l'état de l'opinion, et de l'infléchir si faire se peut. Les assemblées primaires électorales se déroulent rarement dans le calme, car elles sont perturbées par des troubles volontaires, destinés à provoquer des suspensions de séances propices à permettre la modification de la liste des électeurs : ce sont les « scissions » dont l'étude permet de pondérer la suite des résultats du scrutin.

- 4 Le chapitre suivant est consacré à la recherche et à la définition, si tant est qu'elle soit possible, d'un groupe de « législateurs néojacobins ». À travers une multitude d'exemples finement analysés, voire même « décortiqués », Bernard Gainot montre l'impossibilité d'une typologie dans la mesure où les cas individuels révèlent des parcours antérieurs souvent divergents, mais aussi parce que notre vocabulaire politique contemporain n'est pas approprié pour rendre compte de pratiques parlementaires encore en germe : en 1799, on ne peut pas encore parler de « groupe parlementaire », avec un programme et une discipline de vote. Examinant ensuite la question d'une manipulation éventuelle qui aurait été conduite par Barras ou par Lucien Bonaparte, la démonstration de Bernard Gainot, fondée sur la présentation d'une importante série d'exemples très détaillés, conclut en minorant ces interférences.
- 5 Les deux chapitres suivants creusent le sillon, en étudiant la reconquête d'un espace politique dans la capitale (chapitre 3), puis la diversité du néojacobinisme dans les provinces (chapitre 4). Le chapitre 3 consacré à l'étude de Paris, entreprend de décrire à la fois l'action et les lieux de l'action des néojacobins parisiens. Ceux-ci se reconstituent et se regroupent dans de nouvelles sociétés politiques, en particulier la « société du Manège », la plus importante et celle dont les débats montrent la vitalité du camp démocratique. L'espace démocratique se situe ici à la frontière entre cet espace public, celui des sociétés politiques, et l'espace privé (les résidences des principaux leaders d'opinion), toujours plus difficile à saisir, mais pour lequel il existe des archives policières nombreuses (preuve, a contrario, de leur importance !), où se nouent et se revigorent des relations interpersonnelles. Hormis l'intérêt politique de ces pages, on peut repérer la persistance de certains lieux, qui dessinent une carte de l'espace parisien, autour des jardins, des Tuileries et du Palais-Royal, des Champs-Élysées par exemple, du faubourg Saint-Marceau, qui n'a rien perdu de sa vitalité révolutionnaire, ou encore du domicile de Vatar, rue des Saint-Pères. Les persécutions policières, les interdictions de journaux et la fermeture des lieux de réunion radicalisent l'attitude des néojacobins qui, vers la mi-juillet 1799, glissent de plus en plus vers l'opposition, ainsi qu'en témoigne la presse démocratique, en particulier le *Journal des hommes libres* de tous les pays, de Vatar, et *Le père Duchesne* de Lebois, vigoureusement relayés par le journal de Bescher et Bazin *Le démocrate*.
- 6 Le chapitre suivant, consacré au néojacobinisme provincial pendant l'été 1799, nous fait parcourir un tour de France presque complet, à travers des études sur l'est du pays (Langres, Auxerre, Grenoble, la Saône-et-Loire et le Doubs), le sud-est languedocien, le Sud-Ouest (Saintes) et une partie de l'Ouest (le Morbihan et l'Eure-et-Loir). Outre la précision et l'importance des informations récoltées, la démarche de Bernard Gainot se révèle pleinement dans ce chapitre, car il cherche à donner le maximum d'informations récoltées à la source, dans les fonds des archives départementales et communales au prix d'un pointillisme parfois difficile à suivre. Pour ce sujet en effet, il apparaît que, si les monographies locales ne suffisent plus pour permettre d'apporter des conclusions

fiables sur le néojacobinisme en 1799, leur récolement et leur mise en perspective sont indispensables. Ce mouvement, qui associe des pratiques héritées de la période révolutionnaire à un projet politique nouveau anticipe l'action que pourrait avoir un parti politique dans une démocratie libérale de type classique.

- 7 Les deux derniers chapitres de l'ouvrage, portant sur la « régénération » de l'été 1799 et le programme politique néojacobin nous rappellent que, malgré le coup d'arrêt brutal du 18 Brumaire, les idées et les aspirations des hommes de l'an VII ont pu inspirer les courants républicains du premier XIX^e siècle. Les prémices d'une évolution vers la reconnaissance positive de l'existence de partis politiques divers s'ébauche d'ailleurs à la fin du Directoire, comme en témoigne le directeur Barthélemy dans ses Mémoires historiques et diplomatiques, lorsqu'il observe : « on trouve toujours deux intérêts légalement organisés dans les États organisés d'une manière conforme à la nature et aux deux mobiles dominants et indestructibles de la Société [...] l'intérêt feuillant et l'intérêt jacobin ».
- 8 Ouvrage érudit qui prend en compte toutes les données de la recherche historique récente, quitte à croiser le fer avec nombre d'historiens, en particulier avec tous ceux qui, dans la lignée des articles publiés par *Le Débat* et mentionnés *supra*, ou des travaux de Pierre Rosanvallon, comparent le succès des pratiques politiques démocratiques des pays anglo-saxons, caractérisées par le pragmatisme, la négociation et une remédiation constante, avec les échecs successifs, au cours d'une longue séquence révolutionnaire (jusque dans les années 1880 pour François Furet) des tentatives françaises. Pour Bernard Gainot, on ne peut pas saisir l'originalité de la naissance de la démocratie française si l'on s'enferme dans des considérations théoriques et idéelles sur la doctrine de la souveraineté sans les confronter avec une étude des conditions réelles et matérielles de l'exercice effectif du droit de vote, passage effectif de la souveraineté théorique avec la politique en actes. *1799, un nouveau jacobinisme* est un livre important, accompagné d'un appareil scientifique de qualité, notes, bibliographie, index et plusieurs tableaux chronologiques synoptiques ainsi que des cartes originales, élaborées par l'auteur à partir de ses propres recherches (carte des scissions et des assemblées électorales scissionnées, carte des flux des adresses, etc.). Pour conclure, ce livre constitue à la fois un recueil de sources et une réflexion programmatique de fond.